



Bulletin de la Consultation régionale asiatique vers un IMoSEB

Un compte rendu de la Consultation régionale asiatique du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB)

Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD) en collaboration avec le Secrétariat de l'IMoSEB

DISPONIBLE EN LIGNE SUR LE SITE WEB [HTTP://WWW.IISD.CA/YIMB/SDIMP/](http://www.iisd.ca/yimb/sdimp/)
VOLUME 132, No. 4, VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2007



COMPTE RENDU DE LA CONSULTATION RÉGIONALE ASIATIQUE DU PROCESSUS CONSULTATIF VERS UN MÉCANISME INTERNATIONAL D'EXPERTISE SCIENTIFIQUE SUR LA BIODIVERSITÉ: 24-25 SEPTEMBRE 2007

La Consultation régionale asiatique du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB) s'est tenue les 24 et 25 septembre 2007 à Beijing, Chine. Quatrième d'une série de réunions régionales prévues pour le processus de l'IMoSEB, la réunion de Beijing a rassemblé 40 experts et délégués venus de 18 pays asiatiques, des représentants d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que des institutions scientifiques de recherche.

Les participants ont entendu des exposés, échangé des points de vue et débattu des options diverses pour un éventuel IMoSEB, sa structure et sa gouvernance, ainsi que des questions spécifiques à la région asiatique, dans un contexte d'interface science-politique. Les débats se sont déroulés en séance plénière et dans trois groupes de travail. Les participants sont parvenus à un accord sur un IMoSEB structuré comme un groupe intergouvernemental indépendant, servant les cinq conventions liées à la biodiversité, et incluant une composante pluripartite affiliée à un organe des Nations Unies.

BREF HISTORIQUE DU PROCESSUS VERS UN IMOSEB

La proposition relative à un Processus consultatif vers un IMoSEB avait été initialement présentée à la Conférence de Paris sur la Biodiversité, la Science et la Gouvernance, organisée en janvier 2005 (Voir le rapport des Services d'information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/sd/icb/>). La proposition portait essentiellement sur une consultation visant à examiner la nécessité, la portée et la forme éventuelle d'un mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité. La proposition bénéficiait de l'appui politique du Président français Jacques Chirac et du gouvernement français.

L'on procéda alors au lancement d'un processus consultatif et à l'établissement d'un Comité directeur international (CDI), d'un Comité exécutif et d'un Secrétariat exécutif rattachés à l'Institut français de la Biodiversité (IFB), pour encourager et faciliter les discussions. Le CDI est un groupe ouvert composé d'environ 90 membres, dont des scientifiques, des représentants des gouvernements, d'organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des représentants des communautés autochtones et locales.

Le CDI s'est réuni pour la première fois à Paris, France, les 21 et 22 février 2006. Les participants y ont convenu que le système utilisé actuellement pour combler le fossé entre la science et la politique dans le domaine de la biodiversité nécessite de nouvelles améliorations et qu'une consultation permettrait d'identifier les lacunes et les besoins à l'interface science-politique, s'il en existe, dans les processus existants, et de formuler les étapes appropriées pour aller de l'avant.

Le Comité exécutif fut chargé de proposer un plan d'action pour la phase de consultation. Il fut décidé de commencer les consultations par des études de cas pertinentes accompagnées des résultats, avant de procéder par la suite à une consultation plus élargie.

Un certain nombre d'études de cas ont été menées en 2006, tandis que l'idée d'un IMoSEB faisait l'objet de discussion lors de certains événements, notamment, la Huitième Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CdP-8 CDB) en mars 2006, et un atelier sur «les Interfaces internationales science-politique pour la gouvernance de la biodiversité» organisé à Leipzig, Allemagne, du 2 au 4 octobre 2006.

À sa deuxième réunion en décembre 2006, le Comité exécutif ayant examiné les résultats des études de cas, a posé les bases pour des consultations élargies sur tout IMoSEB susceptible d'être envisagé, en identifiant une série de «besoins et d'options». Le document sur les «besoins et options» a été distribué aux membres du CDI pour recueillir leurs commentaires, et un autre document résumant les suggestions, intitulé «Réponses des membres du CDI: Document sur les «Besoins et Options», a été préparé par le Secrétariat exécutif du Processus consultatif de l'IMoSEB et distribué en janvier 2007. Le document avait pour objectif d'aider les participants à une série de consultations régionales prévues pour 2007.

CONSULTATIONS RÉGIONALES: La Consultation régionale nord-américaine de l'IMoSEB s'est tenue les 30 et 31 janvier 2007 à Montréal, Québec, Canada. Les participants y ont entendu des présentations, échangé des points de vue et débattu diverses options pour un éventuel IMoSEB, en sessions plénières et dans trois groupes de travail. La réunion n'a pas abouti à un consensus sur un nouveau mécanisme. Toutefois, elle a donné lieu à des échanges de points de vue et à l'élaboration des propositions qui devront guider les futures discussions.

La Consultation régionale africaine s'est tenue du 1^{er} au 3 mars 2007 à Yaoundé, Cameroun. En plus de débattre des options pour un éventuel IMoSEB, les participants y ont examiné: l'expertise pour l'Afrique, les utilisateurs

DANS CETTE ÉDITION

Un bref historique du Processus vers un IMoSEB.....	1
Rapport de la consultation	2
Présentations.....	2
Table ronde sur Besoins et Options	3
Principales caractéristiques d'un IMoSEB.....	3
Séance plénière de clôture	6
Prochaines réunions	7
Glossaire	7

Le *Bulletin de la Consultation régionale asiatique de l'IMoSEB* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs de *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Asheline Appleton, Olivia Pasini et Kunbao Xia. Traduction française: Hélène Kom - Révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Édition: Soledad Aguilar <soledad@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat de l'IMoSEB. L'IIDD peut être joint au 161 Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées par courriel aux listes de distributions (dans les formats HTML et PDF) et peuvent être disponibles sur le site Web de IIDD, Service d'Information, <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 300 East 56th St. #11A, New York, NY 10022, USA.

potentiels d'un IMoSEB, et les aspects institutionnels et financiers d'un IMoSEB. Un consensus général s'est dégagé sur la nécessité d'un IMoSEB et un éventail de points de vue et des propositions diverses ont été exprimés sur la manière d'aller de l'avant. Les recommandations spécifiques contenues dans le rapport de la réunion incluaient: faire de l'évaluation des activités passées et en cours un outil de connaissances utilisable; explorer la possibilité d'établir un projet pilote en Afrique; et intégrer les savoirs traditionnels et les aspects socioéconomiques pour assurer le développement durable de la biodiversité, tout en se conformant aux structures législatives locales et nationales.

La Consultation régionale européenne du Processus consultatif a eu lieu à Genève, Suisse, du 26 au 28 avril 2007. Les participants y ont identifié dix besoins pour un IMoSEB, et une structure possible pour permettre à un IMoSEB de répondre à ces besoins et objectifs, ainsi que des principes directeurs pour une stratégie de communication de l'information scientifique sur la biodiversité.

Des réunions régionales seront organisées également en Amérique du sud et en Océanie, et les résultats des consultations seront repris par le CDI à Montpellier, France, du 15 au 17 novembre 2007, lorsque le Comité devra soumettre les recommandations pour examen, à la treizième réunion de l'Organe Subsidaire chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques (OSASTT) de la Convention de la Biodiversité (CDB) prévue à Rome, Italie, du 12 au 22 février 2008, et à la neuvième Conférence des Parties (CdP-9) à la CDB prévue à Bonn, Allemagne, du 19 au 30 mai 2008.

Les rapports des Services d'information de l'IIDD sur les consultations organisées à ce jour peuvent être disponibles à: http://www.iisd.ca/process/biodiv_wildlife.htm#imoseb. Des informations supplémentaires peuvent également être disponibles à: <http://www.imoseb.net>

RAPPORT DE LA CONSULTATION

Anne Larigauderie, membre du Secrétariat exécutif du Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB) et Directrice exécutive de DIVERSITAS, a souhaité la bienvenue aux participants à la quatrième réunion du processus consultatif, expliquant que le but du processus était de produire des recommandations régionales à l'issue de la consultation asiatique, pour soumission à la dernière réunion du Comité directeur en novembre. Elle a résumé la structure de la réunion et présenté l'ordre du jour provisoire qui a été approuvé



Anne Larigauderie, membre du Secrétariat exécutif de l'IMoSEB et Directrice exécutive de DIVERSITAS

Le Kang, Directeur du Bureau des Sciences de la Vie et de la Biotechnologie, Académie des Sciences de Chine, a souligné

la complexité de la biodiversité ainsi que les enjeux correspondants qu'elle pose pour les scientifiques et les gestionnaires en Asie. Il a souligné que la Chine, un pays énormément diversifié, traverse actuellement une période de développement industriel et urbain rapide, ce qui entraîne d'importants problèmes environnementaux et de perte de biodiversité. Le Kang a mis l'accent sur l'importance des échanges d'idées sur les nouveaux mécanismes potentiels et s'est félicité des commentaires positifs sur l'IMoSEB.

Alfred Oteng-Yeboah, Co-président du Comité exécutif de l'IMoSEB, a remercié la Chine pour l'organisation de la réunion. Il a ensuite donné les grandes lignes de l'historique et des consultations tenues à ce jour. Relevant que les

questions de biodiversité ont été oubliées et qu'elles «n'ont pas eu un porte parole», à l'instar du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il a expliqué que le processus consultatif international a pour objectif d'explorer l'interface commune entre l'expertise scientifique et la prise de décision pour la biodiversité. Oteng-Yeboah a mis l'accent sur la nécessité d'accorder la priorité à la biodiversité dans la prise de décision gouvernementale, de la même manière que lorsqu'il s'agit de l'évolution du climat, ajoutant que l'Asie a une contribution énorme à faire dans le processus consultatif.

Au cours de la réunion, les participants ont entendu des présentations, tenu une discussion table ronde sur les besoins et les options identifiés par le Comité exécutif de l'IMoSEB, et se sont répartis en trois groupes pour examiner les questions suivantes: les utilisateurs potentiels d'un IMoSEB; les options pour mieux répondre aux besoins de l'utilisateur; les besoins spécifiques de la région asiatique; la question de savoir si l'IMoSEB devrait être un mécanisme intergouvernemental; et la possibilité de loger un IMoSEB dans les locaux de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Les participants ont par la suite peaufiné et finalisé en séance plénière, les résultats des discussions des groupes de travail, avant de procéder à un échange d'idées sur la structure et la gouvernance d'un groupe d'experts proposé sur la biodiversité, ainsi que sur des questions spécifiques à la région. La section ci-après présente le résumé des principales discussions et questions analysées au cours de la consultation.

PRÉSENTATIONS

Lundi le 24 septembre, les participants ont entendu des présentations sur la contribution des populations autochtones



Vladimir Bocharnikov, RAIPON - Association russe des peuples autochtones du nord

à la prise de décision, et sur la contribution de l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire (EM) à la connaissance scientifique sur la biodiversité pour la prise de décision. Vladimir Bocharnikov de RAIPON - Association russe des peuples autochtones du nord, a fait une présentation sur le Réseau des peuples indigènes pour le changement (IPNC) et son utilisation pour la prise de décision. Il a observé que d'après les données fournies par les Nations Unies, l'on compte

approximativement 350 millions d'autochtones dans le monde; il a parlé de leur rôle dans la mise en œuvre de la CDB et des modalités d'intégration du savoir traditionnel dans un agenda politique élargi et dans la prise de décision. Il a également qualifié l'IMoSEB d'une bonne occasion d'établir le lien entre la science et le savoir traditionnel. Bocharnikov a présenté les grandes lignes des objectifs de son organisation: améliorer la conscientisation et la capacité des peuples autochtones; contribuer d'avantage, et participer aux processus de la CDB et du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM); et établir des partenariats stratégiques. Lors des discussions sur la circulation de l'information, il a noté des variations dans l'utilisation des solutions basées sur le web, et a souligné l'importance du partage des connaissances et des expériences de réussite sur la mise en œuvre des stratégies nationales relatives à la biodiversité.

Abdul Zakri, Université des Nations Unies et Co-président de l'EM, a présenté les grandes lignes des leçons tirées de l'Évaluation par rapport à l'établissement d'un IMoSEB. Il a décrit l'EM comme un processus social qui fait le lien entre les résultats scientifiques et la prise de décision, en



Abdul Zakri, Université des Nations Unies et Co-président de l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire

accordant beaucoup d'attention à la manière dont les activités humaines influencent les écosystèmes. Il a expliqué que les principales caractéristiques de l'Évaluation sont les suivantes: la légitimité politique, la crédibilité scientifique et l'utilité. Il a également résumé sa structure organisationnelle qui comprend un conseil, un panel d'évaluation et quatre groupes de travail techniques comprenant les gouvernements, les agences des Nations Unies, les ONG, les populations autochtones

et d'autres parties prenantes, notamment le secteur privé et les médias. Il a souligné la nécessité d'assurer une large diffusion des résultats de l'EM, de prendre des décisions informées, équitables et représentatives; et de s'assurer que la science parvient au plus haut niveau politique.

TABLE RONDE SUR BESOINS ET OPTIONS

Alfred Oteng-Yeboah était l'animateur de la table ronde sur les besoins et options. Tout d'abord il a présenté brièvement les trois principaux besoins identifiés pour un IMoSEB, à savoir: l'expertise scientifique indépendante; la communication et la diffusion opportunes de l'information; le développement des capacités. À propos des options, il a observé que deux possibilités avaient émergé des consultations précédentes: un groupe intergouvernemental sur la biodiversité logé dans les locaux de la CDB, ou un réseau des réseaux comprenant un conseil d'administration doté d'un petit secrétariat et d'un groupe consultatif. Oteng-Yeboah a ensuite invité les participants à explorer d'autres besoins avant de procéder à l'examen des deux options proposées.

Discussion: Concernant l'expertise scientifique indépendante, un représentant d'une université a demandé plus de détails sur le rôle envisagé pour un IMoSEB, ses atouts et ses faiblesses, et sur sa relation avec la CDB. Le débat a porté sur l'habileté de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT), à produire des évaluations pour la Conférence des Parties (CdP), et sur les lacunes identifiées en termes de connaissances. Un représentant de gouvernement a donné son appui à un organisme indépendant, mais s'est dit préoccupé par les considérations politiques qui s'infiltraient dans les négociations de l'OSASTT, compromettant ainsi son indépendance. Il a demandé vers qui se tournerait l'IMoSEB en cas d'«ingérence» de l'OSASTT?

Parlant des besoins, un participant a proposé de fournir une information scientifique crédible, pour concilier les exigences des moyens de subsistance et les besoins de conservation, point considéré comme un besoin supplémentaire pour un IMoSEB. Un représentant d'une université a mis l'accent sur l'importance d'un IMoSEB et a parlé de sa place dans le cadre de la CDB, le préférant comme un système de soutien pour l'OSASTT, plutôt que pour la CdP. Un autre représentant d'une organisation intergouvernementale (OIG), a recommandé d'élever les débats au-dessus de la CDB et de l'OSASTT, pour y inclure les autres conventions, tandis qu'un autre représentant d'une organisation régionale expliquait le fonctionnement du GIEC. Faisant des comparaisons avec la biodiversité, il a relevé la nécessité de consolider l'information scientifique fournie par différentes sources.

Un représentant d'une ONG a demandé aux participants de tenir compte, dans leurs discussions, des communautés locales, et de veiller à ce que la connaissance soit transmise, depuis les conventions internationales pour se traduire en faits concrets à travers la mise en œuvre au niveau national et l'action

communautaire. Oteng-Yeboah a souligné le rôle des médias dans ce processus, tandis que Larigauderie a mis l'accent sur l'impact du Rapport Stern relatif au coût économique de l'inaction.

Les discussions ont ensuite porté sur le développement des capacités à prévoir les conséquences des actions menées aujourd'hui et qui affectent la biodiversité, et sur la fourniture des conseils scientifiques proactifs sur les menaces émergentes associées à la perte de la biodiversité. Un représentant d'une université a observé que l'habileté à surveiller, à évaluer, à prédire les conséquences et à fournir des conseils scientifiques sur les menaces émergentes, varie d'un pays à l'autre, et a préconisé la création d'un organisme international pour aider les pays à développer leurs capacités à cet égard. En réponse, Oteng-Yeboah a rappelé l'importance de l'assistance des organismes internationaux pour le développement des capacités, et a souligné la nécessité de comprendre le problème avant d'entreprendre une action.

Rappelant la valeur sociale de la biodiversité, un représentant d'une OIG a lui aussi mis l'accent sur la nécessité d'assurer la communication efficace de l'information aux décideurs et au grand public. Un autre participant a parlé d'un programme financé par le gouvernement russe et qui examine et compare les données sur la biodiversité, synthétise les résultats de la recherche scientifique, les rapports gouvernementaux ainsi que les perspectives des populations autochtones et les opinions émanant des projets nationaux.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES D'UN IMOSEB

Le lundi après-midi, trois groupes de travail se sont réunis en sessions parallèles pour examiner les questions suivantes: les utilisateurs potentiels d'un IMoSEB; les options pour mieux répondre aux besoins de l'utilisateur; les besoins spécifiques de la région asiatique; la question de savoir si l'IMoSEB devrait être un mécanisme intergouvernemental; et la possibilité de loger un IMoSEB dans les locaux de la CDB. Les groupes de travail ont présenté leurs rapports à la plénière, en fin d'après-midi et les discussions ont suivi les présentations. Le mardi en séance plénière, les participants ont poursuivi l'examen des questions découlant des discussions tenues dans les groupes de travail la journée précédente, se basant sur un texte intitulé «Résumé des discussions» préparé par le Secrétariat. Ce document a été finalisé et approuvé, et son contenu sera reflété dans le rapport final de la Consultation régionale asiatique.

DISCUSSIONS DANS LES GROUPES DE TRAVAIL:

Groupe de travail I: Ramatha Letchumanan, du Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de Malaisie, a présidé ce groupe et a invité les participants à examiner les utilisateurs potentiels de l'IMoSEB. Le groupe a proposé un large éventail d'utilisateurs, notamment: les secrétariats des conventions; les OIG; les ONG; les organisations régionales et sous régionales; les gouvernements; les universités; les gouvernements locaux; les communautés; le secteur privé et les média.

Le groupe a ensuite examiné les deux options proposées pour un IMoSEB, sur la base de leurs atouts et de leurs faiblesses. Pour ce qui est du mécanisme intergouvernemental logé dans les locaux de la CDB, le groupe a convenu dans l'ensemble qu'il serait plus facile pour les gouvernements d'approuver cette formule et de lui allouer des fonds. De



Participants au Groupe de travail I

plus, une telle entité pourrait être acceptée au niveau national. Par contre, les participants ont relevé qu'un tel mécanisme manquerait de flexibilité et d'autonomie, et entraverait la mise en œuvre au niveau local, si elle est noyée dans la structure de la CDB.

Pour ce qui est de la deuxième option concernant un méta-réseau sur les conventions liées à la biodiversité et aux parties prenantes, les participants ont estimé qu'un tel mécanisme pourrait s'appuyer sur les réseaux existants, en s'inspirant des expériences institutionnelles, au lieu de créer une nouvelle structure. Cependant, plusieurs faiblesses ont été identifiées, notamment: résistance potentielle des réseaux internationaux existants qui entraîneraient leur propre affaiblissement; connexions locales et mise en œuvre faibles; et contraintes liées au financement.

Le groupe s'est ensuite penché sur les besoins spécifiques à la région asiatique. Les participants ont débattu du défi de concilier le développement économique, l'allègement de la pauvreté et la conservation de la biodiversité, dans une région qui dépend essentiellement des ressources biologiques. L'absence de la sensibilisation sur la conservation de la biodiversité a été citée comme un autre obstacle, tout comme la dépendance de la communauté rurale vis-à-vis des biocarburants, et les impacts négatifs qui en résultent.

Le rapporteur du Groupe de travail I, Uma Ramanan, a présenté en séance plénière, les résultats des discussions de son groupe. À propos de la constitution d'un groupe intergouvernemental, il a déclaré qu'en raison du précédent créé par le GIEC, cette option devrait être plus viable. Les participants ont suggéré que les pays dotés d'une biodiversité riche pourraient donner l'élan pour un accord sur un mécanisme intergouvernemental global, tandis que les pays moins gâtés à cet égard ne le pourraient pas. La question du financement a également été considérée comme un obstacle à cette option.



Uma Ramanan, Université des Sciences de l'Agriculture, Inde, Rapporteur du Groupe de travail I

Parlant des besoins de la région asiatique, la question de dépendance à l'égard de la biodiversité a été soulevée et considérée comme une préoccupation. Ramanan a déclaré que le groupe n'est pas parvenu à un consensus sur la question de savoir si l'IMoSEB devra être intergouvernemental, ou s'il devrait être installé dans les locaux de la CDB. Un participant a souligné qu'aucune des options proposées pour un IMoSEB n'a la capacité de stimuler la mise en œuvre au niveau local.

Groupe de travail 2: La Présidente Anne Larigauderie a ouvert le débat sur les utilisateurs potentiels d'un IMoSEB, notant que les débats précédents étaient centrés sur la limitation des utilisateurs aux parties à la convention, ou à l'inclusion d'autres parties prenantes pertinentes tels que le secteur privé et les ONG. Concernant la structure, un participant a suggéré un mécanisme hybride tel que l'Union internationale pour la Nature, travaillant avec les ONG et les gouvernements, et a demandé si un IMoSEB devra s'occuper de la CDB uniquement ou inclure les autres conventions.

À propos des options proposées, un participant a souligné que ni un groupe intergouvernemental, ni un réseau n'est viable et a suggéré une autre option dont le modèle est potentiellement inspiré du Conseil de l'Arctique et qui s'appuie sur l'expérience tirée des mécanismes existants. Pour ce qui est des groupes intergouvernementaux, certains ont relevé l'absence de résultats tangibles dans le secteur forestier, et d'autres ont demandé des précisions sur un réseau des réseaux.

S'appuyant sur l'expérience acquise dans le GIEC et l'EM, des participants ont souligné la nécessité de combler le fossé entre les connaissances scientifiques et la compréhension des parties prenantes, notant que la connaissance est souvent là, mais pas facilement accessible et sous une présentation appropriée, pour les parties prenantes. Un participant a soulevé la question d'évaluation de l'efficacité de l'information scientifique bien groupée, ainsi que des répercussions sur les programmes gouvernementaux. D'autres ont souligné entre autres: la nécessité d'avoir une vision à long terme, l'affiliation de l'IMoSEB à une agence des Nations Unies telles que l'UNESCO; la nécessité de combler la faiblesse des autres conventions; s'appuyer sur les conventions relatives à la biodiversité; l'adoption d'une approche pluripartite globale; et l'intégration des questions émergentes.

Dans l'ensemble, les participants ont été favorables à un mécanisme intergouvernemental séparé de la CDB, qui serait au service des différentes conventions visant à améliorer la coopération, utiliserait éventuellement les réseaux pour collationner l'information, impliquerait un large éventail de parties prenantes, et identifierait de nouvelles lacunes en termes des connaissances. Ils ont proposé deux nouvelles options pour examen par les autres consultations régionales: un groupe intergouvernemental en dehors de la CDB et un organe intergouvernemental pluripartite chargé des synergies et des liens. Des participants ont noté que les options devront remplir un minimum de critères, à savoir: crédibilité scientifique; légitimité politique; répondre aux besoins des utilisateurs; et identifier les principales parties prenantes.

En ce qui concerne les besoins de la région asiatique, les participants ont relevé ses caractéristiques intrinsèques telles que: la richesse de la biodiversité, les niveaux élevés de la pauvreté et la croissance démographique. Le groupe a mis l'accent sur les liens entre les écosystèmes et la santé, considérant la médecine traditionnelle et le bien-être de l'écosystème. Les autres points soulevés avaient trait au développement des capacités endogènes, et aux besoins de financement, ainsi qu'au détournement des ressources biologiques et du savoir traditionnel.

Rodrigo Fuentes, Rapporteur du groupe de travail 2, a présenté les résultats de la discussion dans son groupe en séance plénière, résumant les quatre options potentielles pour un IMoSEB. Fuentes a réitéré les deux principaux besoins pour l'Asie qui sont liés à l'évaluation des ressources de la région et aux impacts socio-économiques de leur détournement.

Groupe de travail 3: Le Président Keping Ma a ouvert la session en invitant les participants à examiner les options et les besoins pour un IMoSEB. Un participant a demandé des précisions sur la distinction entre les deux options, leurs avantages et leurs faiblesses. Un membre du Comité exécutif a fourni quelques éléments sur les avantages d'un mécanisme lié au processus de la CDB qui rassemble la jurisprudence actuelle sur la biodiversité et assure le lien avec les autres conventions relatives à la biodiversité, ce qui est d'une portée considérable. Un participant a souligné qu'un IMoSEB, pour qu'il soit efficace, doit se créer une niche. Un membre du Secrétariat de l'IMoSEB a présenté une vue d'ensemble de l'option méta-réseau, envisagée pour utiliser des outils et des techniques qui permettraient de transmettre le savoir local au niveau global, et la connaissance globale au niveau local. Un autre participant a fait une mise en garde contre la limitation de l'IMoSEB à la CDB, ce qui en réduirait la base d'appui.



Rodrigo Fuentes, Centre pour la Biodiversité, ANASE, Philippines, Rapporteur du Groupe de travail II

Le Président Keping Ma a invité les participants à se concentrer sur les cinq questions identifiées pour examen au sein des groupes de travail. Le groupe a identifié les décideurs, le secteur privé, les communautés locales, les ONG et les scientifiques, dans ce large éventail d'utilisateurs potentiels. Pour ce qui est de l'option consistant à mieux répondre aux besoins des utilisateurs, les participants étaient généralement favorables à l'option méta-réseau, pour éviter de limiter le mécanisme à la CDB, ainsi qu'un conflit potentiel avec le rôle de l'OSASTT au sein du processus de la CDB. Une troisième option proposée consistait en une organisation intergouvernementale d'experts scientifiques opérant hors de la CDB.

À propos des besoins spécifiques à l'Asie, les participants ont souligné le problème de la pression démographique qui a un impact négatif sur la biodiversité, la nécessité de coordonner le développement social et économique, ainsi que les problématiques de biodiversité dans la région. L'accent a été mis sur l'amélioration de l'accès à l'information en raison de la diversité culturelle et linguistique de la région, ainsi que sur la complexité de la traduction et du transfert de la connaissance. En raison de la vulnérabilité de la région face aux désastres naturels et de la nécessité d'une protection du littoral, les participants ont parlé d'améliorer la capacité à anticiper et à répondre aux désastres. Pour terminer, le groupe a convenu que le mécanisme ne devra être ni intergouvernemental, ni logé dans les locaux de la CDB.

Charlotte Hicks, rapporteur du Groupe de travail III, a présenté en séance plénière les résultats des discussions de son groupe. Elle a rapporté que le groupe s'est mis d'accord sur la nécessité d'un IMoSEB et a identifié les utilisateurs potentiels, bien qu'il ait de la difficulté à établir leur priorité. Elle a relevé que la structure d'un IMoSEB devra dépendre des utilisateurs identifiés lors du processus consultatif. Dans la discussion qui a suivi, les participants ont parlé de la niche qu'occuperait l'IMoSEB, ainsi que de la nécessité d'éviter la duplication avec les autres réseaux et organisations.

OPTIONS ET BESOINS POUR UN IMoSEB: Mardi le 25 septembre, les participants se sont réunis le matin en séance plénière pour examiner, mettre au point et finaliser les résultats des discussions du groupe de travail tenues le lundi, sur les



Alfred Oteng-Yeboah, Co-président du Comité exécutif de l'IMoSEB

option et les besoins, en s'inspirant d'un texte intitulé «Résumé des discussions» préparé par le Secrétariat.

Oteng-Yeboah, le Président, a introduit les principaux points émanant des discussions sur les besoins, notamment: les principes fondamentaux, la définition des utilisateurs et les liens entre la biodiversité et des concepts plus larges tels que le bien-être humain et les services éco systémiques. À propos des options, il a identifié les avantages et les faiblesses d'un

groupe intergouvernemental au sein de la CDB et d'un méta-réseau. Pour ce qui est des spécificités régionales asiatiques, il a souligné la richesse de sa biodiversité, les tendances démographiques et la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles.

Quant aux utilisateurs, un participant représentant une organisation régionale a noté qu'ils sont avant tout des représentants des gouvernements et de la société civile, tandis que d'autres participants ont suggéré une plus grande implication du secteur privé, des communautés locales et des



Participants à la séance plénière

populations autochtones. Les participants ont convenu que les trois principes fondamentaux d'un mécanisme devraient être: la crédibilité scientifique, la légitimité politique et l'utilité –celle-ci étant définie comme le fait de répondre aux besoins des utilisateurs.

En raison de la confusion dans la définition de «moteurs du changement», les participants ont convenu que tout nouveau mécanisme devra être établi avec une perspective à long terme, ce qui permettrait de comprendre l'état et les tendances actuelles de la biodiversité; ils ont en outre convenu de présenter des options et des réponses susceptibles de réduire toute perte de biodiversité, ainsi que les biens et les services éco systémiques.

Un représentant d'un institut international de recherche a observé que la CDB est la seule convention sur la biodiversité, alors que les autres conventions sont «liées à la biodiversité»; un autre participant a suggéré que le mécanisme devra servir surtout les besoins de la CDB. Il s'en est suivi une discussion sur le concept d'un organisme «au service» d'une convention, et sur les tâches réelles de ce nouveau mécanisme. Certains participants ont souhaité que le mécanisme collationne et groupe les données scientifiques pour les utilisateurs, en fournissant des informations scientifiques opportunes à des publics spécifiques. Les participants ont convenu que le mécanisme devra répondre aux besoins des décideurs sur les questions de biodiversité, sur la base des principes fondamentaux définis.

Les discussions ont été centrées sur la définition de la priorité des options retenues à l'issue des consultations régionales précédentes et sur la finalisation des autres options identifiées par les groupes de travail. Un représentant d'université, appuyé par d'autres participants, a mis en exergue les avantages à poursuivre une seule option, notamment l'option d'un groupe intergouvernemental logé dans les locaux de la CDB, et a exhorté les participants à œuvrer pour un consensus. Un autre participant a demandé de «garder toutes les options ouvertes». Un représentant d'un gouvernement a fait une mise en garde contre la création d'un grand organisme pour servir un certain nombre de conventions, d'autant plus que les décisions relatives à la biodiversité sont prises dans le cadre de la CDB. Cependant, certains participants se sont opposés à l'idée de loger le mécanisme dans le cadre de la CDB.

Plusieurs possibilités sont proposées, notamment: un groupe intergouvernemental indépendant; un groupe intergouvernemental pour fournir des services à la CDB; un groupe intergouvernemental qui s'occupe des besoins de la CDB; et un groupe intergouvernemental pour s'occuper des objectifs de la CDB. Certains participants ont suggéré d'utiliser le GIEC qui est administré et appuyé par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale, comme modèles.

Les participants se sont finalement accordés sur les besoins d'un mécanisme structuré comme «un groupe intergouvernemental indépendant servant les cinq conventions liées à la biodiversité, incluant une composante multipartite affiliée à un organe des Nations Unies».

Résultat final: Le texte intitulé “Résumé des discussions” porte sur les discussions relatives aux besoins et options. Ce texte dit que les participants à la consultation régionale asiatique sont parvenus à un accord sur la nécessité d’un mécanisme qui s’occupe des besoins identifiés par les consultations précédentes, qui est structuré comme un groupe intergouvernemental sur la biodiversité servant les cinq principales conventions liées à la biodiversité, et comprenant une composante multipartite affiliée à un organe des Nations Unies.

Le texte note par ailleurs que tout nouveau mécanisme devra satisfaire les principes fondamentaux, à savoir: la crédibilité scientifique, l’utilité et la légitimité politique. Le texte parle en outre du développement des capacités endogènes, ainsi que de ressources additionnelles et suffisantes financières, techniques et technologiques, pour le développement des régions d’Asie.

STRUCTURE POUR UN IMoSEB: Le mardi matin, les participants ont procédé, en séance plénière, à un échange d’idées sur la structure et la fonction d’un groupe intergouvernemental proposé sur la biodiversité. Le Président Oteng-Yeboah a invité les participants à réfléchir sur la structure et la fonction possibles d’un groupe intergouvernemental, étant donné qu’ils sont parvenus à un accord sur la faisabilité d’un tel mécanisme.

Des participants ont cité des exemples de diverses structures organisationnelles telles que le GIEC, qui pourraient servir de base à un mécanisme potentiel. Plusieurs autres participants ont insisté sur la nécessité de trouver le meilleur modèle à partir des mécanismes existants, ajoutant que la structure envisagée devra être novatrice. Oteng-Yeboah a parlé des modalités de transmission de l’expertise scientifique aux décideurs et de la nécessité: d’expertises variées, de synthétisation d’outils pour permettre de comprendre les tendances liées à la biodiversité; et de surveillance et d’évaluation. Un participant a suggéré un panel exécutif international constitué de coordinateurs régionaux.

Oteng-Yeboah a souligné la difficulté à finaliser la structure du mécanisme avant de parvenir à un accord sur ses fonctions, étant donné que le mandat de l’entité dépend de sa structure. Un membre du Comité exécutif de l’IMoSEB a posé la question de savoir si le mécanisme sera un organe d’évaluation similaire au GIEC, qui synthétise les données brutes et compare les scénarii, mais ne fait pas de recherche, ou si l’EM constitue un meilleur modèle, suggérant qu’un modèle hybride issu des deux pourrait aussi être envisagé. Un représentant d’un gouvernement a souligné qu’un modèle de groupe d’évaluation était faisable, car il pourrait ordonner des études pour combler les fossés, lorsque nécessaire.

Les participants ont poursuivi la finalisation de la structure du groupe intergouvernemental proposé sur la biodiversité, et ont suggéré que les données scientifiques soient groupées dans un format approprié, à l’attention des décideurs. Pour ce qui est des réalisations, ils ont suggéré: des évaluations; la synthétisation de l’information; la définition de nouvelles directions de la recherche; la diffusion et le stockage de l’information; et l’élaboration de la méthodologie. La structure du mécanisme n’a pas été finalisée lors de cette consultation.

SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES: Les participants se sont réunis en séance plénière mardi après midi pour examiner les questions propres à la région asiatique, dans le contexte d’un IMoSEB proposé. Le Président Oteng-Yeboah a invité la réunion à se pencher sur les résultats de l’atelier de Leipzig sur «Conception des interfaces science-politique pour la gouvernance globale de la biodiversité» au cours duquel un certain nombre de recommandations avaient été formulées sur la mission, les réalisations et le processus pour un IMoSEB».

Un représentant d’une académie des sciences a souligné que la base des connaissances sur la biodiversité devrait être orientée vers les besoins des décideurs.

Jaivardhan Bhatt (Inde), Syed Khurshid (Pakistan) et Charlotte Hicks (Union Mondiale pour la Nature-UICN) ont présenté un document sur les spécificités de la région asiatique,



Charlotte Hicks, Bureau de liaison, Chine de l’Union Mondiale pour la Nature

à prendre en compte dans les discussions à venir. Les participants ont souligné la diversité biologique et culturelle de la région, tout en reconnaissant les défis socio-économiques. Ils ont en outre convenu qu’étant donné qu’une

proportion importante de la population asiatique dépend des ressources biologiques pour leur subsistance, une attention particulière devra être accordée au maintien des moyens de subsistance durables et aux priorités de la conservation.

Les participants ont convenu qu’il manque en Asie une étude sur le détournement des ressources biologiques et du savoir traditionnel associé, ainsi que sur les impacts sociaux et économiques. Ils ont en outre souligné la nécessité du développement des capacités endogènes pour la conservation et la gestion de la biodiversité, et dans le domaine des technologies nouvelles et émergentes. La réunion a mis l’accent sur la nécessité des ressources financières et techniques nouvelles et additionnelles pour le développement des régions d’Asie.

Les participants ont suggéré un accroissement des ressources en information et technologiques. D’autres ont mis l’accent sur la nécessité d’une étude des impacts de la globalisation et de l’économie de marché sur les ressources biologiques asiatiques; ainsi que sur l’évaluation et la conservation des espèces endémiques et des écosystèmes menacés, et autres ressources biologiques. Les débats ont été centrés sur l’option d’établir une liste d’écosystèmes spécifiques à conserver, et les participants se sont accordés sur la nécessité de comprendre les impacts du changement climatique sur la biodiversité et sur les biens et les services éco systémiques, ainsi que son rôle possible dans l’adaptation.

Résultat final: Le texte intitulé “Résumé des discussions” sur les spécificités de l’Asie, reconnaît la richesse de sa diversité, sa croissance démographique rapide et sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Ce document souligne par ailleurs l’absence d’une étude sur le détournement des ressources de la biodiversité et ses impacts socio économiques. La réunion a convenu de refléter cette discussion dans le rapport final de la Consultation régionale asiatique.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Les participants ont remercié le Gouvernement de la Chine et le Secrétariat exécutif de l’IMoSEB d’avoir accueilli et organisé cette réunion. Ils ont également félicité Oteng-Yeboah pour ses qualités exceptionnelles d’animateur, et se sont dits satisfaits d’avoir réalisé un consensus sur l’option pour un IMoSEB qui assurerait le lien entre la science et la prise de décision. Ils ont exprimé l’espoir de voir se poursuivre les progrès vers la réalisation d’un tel mécanisme.

Didier Babin, du Secrétariat exécutif de l’IMoSEB, a remercié les partenaires et les participants pour leur appui et leur implication active dans les discussions. En attendant la tenue des processus consultatifs restants et de la dernière réunion du Comité directeur international, il a exprimé l’espoir que ces rencontres produiront elles aussi des résultats positifs.

Ma Keping a observé que la consultation a fait de grands pas vers la création d’un IMoSEB. Décrivant la consultation asiatique comme «la plus centrée à ce jour», Anne Larigauderie s’est dit satisfaite de ses résultats. Oteng-Yeboah a déclaré que les participants pourront rentrer dans leurs pays comme des «vainqueurs» et leur a demandé de transmettre les résultats de la réunion aux points focaux nationaux de la CDB et aux autres

Asian Regional Consultation Consultative Process towards a



L-R: Anne Larigauderie; Keping Ma; Alfred Oteng-Yeboah; et Didier Babin ont remercié tous les participants.

parties prenantes. Les participants ont également remercié les Services d'information de l'IIDD pour leur contribution exceptionnelle. La réunion a été close à 15h40.

PROCHAINES RÉUNIONS

CONSULTATION RÉGIONALE SUD AMÉRICAINE

DE L'IMoSEB: La Consultation régionale sud-américaine du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB) se tiendra les 2 et 3 octobre 2007, à Bariloche, Argentine, lors du Deuxième Congrès latino-américain des parcs nationaux et autres aires protégées. Pour plus de détails, contacter: Secrétariat exécutif de l'IMoSEB; e-mail: executive-secretariat@imoseb.net; internet: <http://www.imoseb.net>

CINQUIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL DE COMPOSITION NON LIMITÉE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES, CDB:

Cette réunion qui est organisée par le Secrétariat de la CDB, se tiendra du 8 au 12 octobre 2007 à Montréal, Canada. La réunion poursuivra le travail de la CDB sur les aspects d'un régime international sur l'accès et le partage des avantages, y compris l'accès aux ressources génétiques, le consentement préalable en connaissance de cause et le savoir traditionnel. Pour plus de détails, contacter: Secrétariat de la CDB; tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/doc/meeting.aspx?mtg=ABSWG-05>

CINQUIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL DE COMPOSITION NON-LIMITÉE CHARGÉ D'EXAMINER L'APPLICATION DE L'ARTICLE 8(j) ET DES DISPOSITIONS CONNEXES DE LA CDB:

Cette réunion qui est organisée par la CDB du 15 au 19 octobre 2007, à Montréal, Canada, examinera un rapport périodique sur le programme de travail de l'Article 8(j), ainsi que le plan d'action pour la préservation du savoir traditionnel, les innovations et les pratiques. Pour plus de détails, contacter: le Secrétariat de la CDB; tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/doc/meeting.aspx?mtg=WG8J-05>

CONSULTATION RÉGIONALE-OCÉANIE DE

L'IMoSEB: La Consultation régionale-Océanie du Processus consultatif vers un IMoSEB, qui se tiendra les 19 et 20 octobre 2007 à Alotau, Papouasie-Nouvelle Guinée, précèdera la 18^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées. Pour plus de détails, contacter le Secrétariat exécutif de l'IMoSEB; e-mail: executive-secretariat@imoseb.net; internet: <http://www.imoseb.net>

TROISIÈME RÉUNION DES PARTIES À

L'ACCOBAMS: Cette réunion est organisée par le Secrétariat de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la Zone Atlantique Adjacente (A.C.C.O.B.A.M.S.), du 22 au 25 octobre 2007 à Dubrovnik, Croatie. Elle devra se pencher sur la synthèse des rapports de

mise en œuvre nationale des parties, et nommer les membres du comité scientifique. Pour plus de détails, contacter: Le Secrétariat de l'ACCOBAMS, tel: +377-93152078; fax: +377-93154208; e-mail: accobams@accobams.net; internet: <http://www.accobams.org/2006.php/parties/show/5>

CINQUIÈME CONFÉRENCE DE TRONDHEIM SUR LA BIODIVERSITÉ: La Conférence de Trondheim se tiendra du 29 octobre au 2 novembre 2007 à Trondheim, Norvège.

Organisée par le Gouvernement norvégien en collaboration avec le PNUE, cette conférence a pour but d'aider la CDB dans les préparatifs de la CdP-9 qui se déroulera en Allemagne en 2008. Pour plus de détails, contacter: Direction générale pour l'administration de la nature; e-mail: trondheim.conference@dirnat.no; internet: <http://www.trondheimconference.org/>

DEUXIÈME SESSION DE L'ORGANE DIRECTEUR

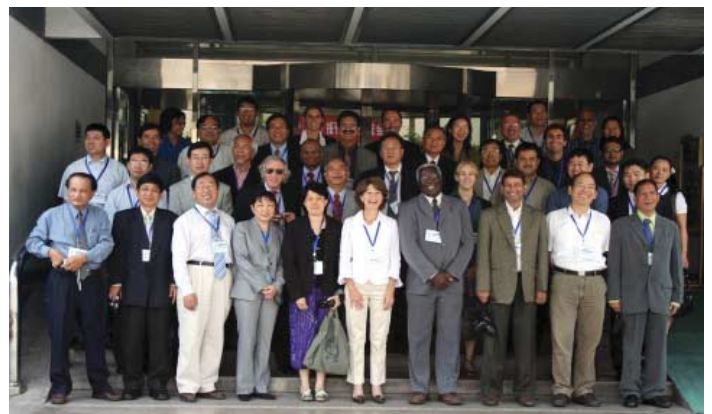
DU TIRPAA: La deuxième session de l'Organe directeur du Traité international sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture est organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) du 29 octobre au 2 novembre 2007 à Rome, Italie. La réunion examinera le Fonds Fiduciaire mondial pour la Diversité des Cultures, ainsi que la mise en œuvre du Système Multilatéral de facilitation de l'Accès et de Partage des Avantages. Pour plus de détails, contacter: Shakeel Bhatti, Secrétaire du TISPAA; tel: +39-06-570-53057; fax: +39-06-570-56347; e-mail: shakeel.bhatti@fao.org; internet: http://www.planttreaty.org/gbnex_en.htm

COMITÉ DIRECTEUR INTERNATIONAL DE

L'IMoSEB: La dernière réunion du Comité directeur international du Processus consultatif vers un IMoSEB se tiendra du 15 au 17 novembre 2007 à Montpellier, France. Elle aura pour objectif de finaliser les recommandations et les propositions sur la base des résultats des consultations, afin de soumettre les recommandations à l'examen de la CdP-9 à la CDB en mai 2008. Pour plus de détails, contacter le Secrétariat exécutif de l'IMoSEB; e-mail: executive-secretariat@imoseb.net; internet: <http://www.imoseb.net>

GLOSSAIRE

CdP	Conférence des Parties
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IMoSEB	Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité
OSASTT	Organe Subsidaire chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques de la Convention de la Biodiversité



Participants à la Consultation régionale asiatique de l'IMoSEB